

L'ALLIANCE LEPEP

**GOUVERNER POUR LE PEUPLE
AVEC LE PEUPLE**



MANIFESTE ELECTORAL

NOVEMBRE 2014



TABLE DES MATIÈRES

05 MESSAGE DES LEADERS

07 GOUVERNER POUR LE PEUPLE AVEC LE PEUPLE

Notre contrat de confiance avec la population décliné en 12 commandements

07 LES 12 PRIORITÉS DES TROIS PREMIERS MOIS AU GOUVERNEMENT

10 LE CITOYEN AVANT TOUT

11 Combat contre la Pauvreté

11 L'emploi

13 Nos aînés

14 La Jeunesse et les sports

15 Femmes, enfants et famille

17 QUALITÉ DE VIE

19 Pouvoir d'achat

19 Fourniture d'eau

19 Logement

20 Santé publique

21 Environnement

23 Education

25 Arts et Culture

26 Infrastructures publiques et transport

28 FAÇONNER UN DEUXIÈME MIRACLE ÉCONOMIQUE

29 Tourisme

30 Agriculture

32 L'industrie manufacturière

32 IRS / RES

33 Seafood Hub

34 ICT

35 Services financiers

35 PME

36 Centre pour l'enseignement supérieur

36 Medical Hub

37 Duty Free Island

37 Nouveaux piliers

39 Démocratisation de l'économie

40 Fiscalité

41 DÉMOCRATIE, COMBAT CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION, SÉCURITÉ ET BONNE GOUVERNANCE

43 Consolidation de la démocratie

44 Combat contre la fraude et corruption

44 Combat contre la drogue

45 Restructuration de la Police pour une sécurité accrue

46 Judiciaire

46 Bonne gouvernance

47 RODRIGUES ET LES ILES

MESSAGE DES LEADERS

Chers compatriotes,

Notre pays doit changer, c'est notre conviction profonde et c'est aussi le vœu légitime du peuple. Nous pourrons bâtir ensemble cette île Maurice que vous êtes en droit d'attendre. Une île Maurice débarrassée de la fraude, de la corruption et du copinage ; un pays qui ferait du combat contre la pauvreté un acte sacré ; une île Maurice qui protège ses citoyens les plus vulnérables ; un pays où primera l'égalité des chances ; une nation audacieuse résolument tournée vers l'avenir.

Durant ces dix dernières années de règne travailliste, nombreux sont nos compatriotes qui ont sombré dans la misère. La drogue fait des ravages ; le chômage traumatise la jeunesse ; l'insécurité est préoccupante ; différentes formes de mafia, tant dans le business que dans l'éducation, la santé et les courses hippiques se sont installées avec la bénédiction du pouvoir travailliste.

La démocratie a été piétinée avec une scandaleuse complicité entre le Premier ministre et l'ex-leader de l'Opposition qui ont fermé le Parlement afin de concocter une alliance politique dans le dos du peuple. Les institutions qui ont pour mission d'agir en chien de garde ont été transformées en instruments politiques afin, d'une part de persécuter les opposants au régime en place et, d'autre part, de couvrir les nombreux scandales où le Premier ministre, ses ministres et leurs protégés sont impliqués.

La proposition de 2ème République de nos adversaires est une recette pour l'instabilité chronique et la catastrophe institutionnelle, constitutionnelle et socio-économique. Deux hommes avides de pouvoir et qui privilégient leurs ambitions personnelles veulent prendre notre pays en otage. Nous devons nous dresser en rempart contre ce complot maléfique.

“ La proposition de 2ème République de nos adversaires est une recette pour l'instabilité chronique et la catastrophe institutionnelle, constitutionnelle et socio-économique. Deux hommes avides de pouvoir et qui privilégient leurs ambitions personnelles veulent prendre notre pays en otage. Nous devons nous dresser en rempart contre ce complot maléfique. ”

L'économie est à la recherche d'une nouvelle direction et d'initiatives nouvelles. Jadis un modèle pour l'Afrique, notre pays se trouve aujourd'hui à la traîne du hit-parade africain en terme de croissance économique.

L'Alliance Lépep propose à la Nation mauricienne une alternance crédible, une voie nouvelle avec des hommes et des femmes profondément attachés aux valeurs démocratiques et aux principes de développement socio-économique dans la justice sociale, l'unité nationale et le partage équitable du gâteau national. Nous avons la volonté de reconstruire notre pays et de façonner un avenir meilleur pour tous nos compatriotes.

Mais aujourd'hui, c'est de front que nous devons mener cette bataille. Pour cela, nous avons besoin de votre soutien, de votre aide, de votre vote. Les axes principaux de notre programme pour les cinq prochaines années, c'est d'abord le combat contre la pauvreté ; l'allègement du fardeau de ceux au bas de l'échelle, la création d'emplois, la méritocratie, une économie dynamique, une démocratie consolidée et un sentiment d'appartenance commune dans le respect de notre diversité.

Nous voulons que vous, en tant que citoyens et en tant qu'électeurs, repreniez les commandes; nous voulons redonner espoir aux plus démunis, aux travailleurs et à nos jeunes. Votre vote décidera de l'avenir de notre pays. Le vrai pouvoir vous appartient ; vous avez votre destin entre vos mains. Votre choix est clair : placez votre confiance dans l'Alliance Lépep, votre alliance, votre garantie pour des jours meilleurs.



Ensemble Nous Changerons Notre Pays !

Sir Anerood Jugnauth

Xavier Luc Duval

Ivan Collendavelloo

Pravind Jugnauth

Notre contrat de confiance avec la population en 12 commandements

1. Nous gouvernerons pour le peuple, avec le peuple et dans l'intérêt de toute la Nation, pas pour nous, ni pour un petit groupe d'amis, d'agents politiques, de copains ou de copines.
2. Nous ferons la politique autrement : la discipline, la transparence, la redevabilité et la gouvernance exemplaire constitueront la règle pour le Premier ministre, les ministres, les députés, les conseillers mais aussi à tous les niveaux dans chaque ministère, organisme paraétatique et département de la fonction publique. Nous allons mettre en place un comité spécial pour mettre fin aux nominations inadaptées aux postes importants. Nous éliminerons les gaspillages.
3. Nous combattons la pauvreté, améliorerons le pouvoir d'achat et la qualité de vie de nos concitoyens, mettrons en place une politique équitable et améliorée en matière de logement, de conditions de vie et de justice sociale pour les couches les plus défavorisées et vulnérables de notre société. Nous accorderons une attention particulière à l'épanouissement des enfants et de la jeunesse, à l'égalité des sexes, à l'autonomisation des femmes, aux handicapés physiques et aux retraités ainsi qu'aux travailleurs en général.
4. Nous allons créer des emplois tant dans le secteur public que privé en préparant, aux frais de l'Etat, les jeunes diplômés, selon les compétences requises par le marché du travail. Nous comptons adopter une politique d'embauche fondée sur l'ouverture, la transparence et le mérite. Nous garantirons des chances égales à tous.
5. Nous ferons de notre pays un endroit plus sûr et plus sécurisé pour notre population, de même que pour les touristes. Nous adopterons une politique de zéro tolérance envers la criminalité, les viols, les enlèvements et le trafic de drogue. Une commission d'enquête sur la drogue sera instituée aussitôt que nous formons le prochain gouvernement.
6. Nous comptons valoriser, faire respecter et protéger notre environnement, nos ressources naturelles, nos plages et notre patrimoine. Nous mettrons un terme à la braderie des Pas Géométriques et des terres de l'État et traduirons en justice ceux qui ont abusé du système. Nous adopterons une politique de développement qui soit responsable et écologiquement durable.
7. Nous libérerons notre société de l'emprise d'une corruption généralisée, du favoritisme, du népotisme, des mafias et des ingérences politiques.
8. Nous ferons preuve d'innovation ; nous revitaliserons et démocratiserons notre économie. Nous réduirons la dette publique, encouragerons l'épargne et les investissements; réduirons le fossé entre riches et pauvres. Nous lancerons de nouveaux pôles de développement pour favoriser la création de richesses et d'emplois durables. Nous prenons le pari de réaliser un 2ème Miracle Economique.
9. Nous élargirons les paramètres de notre démocratie en proposant des réformes permettant l'émergence d'une société plus participative. Un code de conduite pour les responsables politiques et les ministres sera élaboré. Il y aura des référendums obligatoires pour des questions cruciales concernant l'État.

10. Nous légiférerons pour combattre le 'transfugisme' à l'Assemblée nationale et clairement établir le nombre de séances parlementaires obligatoires chaque année.
11. Nous réorganiserons la MBC afin qu'elle joue son rôle de radio-télévision publique. Nous introduirons la télévision privée. Les chaînes de télévision privées pourront librement organiser des débats publics sur des questions concernant l'économie, la politique et l'actualité.
12. Nous garantirons la liberté d'opinion et la liberté de mouvement. Tout citoyen sera libre de démontrer publiquement son appartenance politique sans crainte de sanction, de discrimination ou de harcèlement de la part du gouvernement.

Les 12 priorités des trois premiers mois au Gouvernement

- ▶ Augmenter la pension de vieillesse à Rs 5 000
- ▶ Introduire un salaire minimum pour les travailleurs au bas de l'échelle
- ▶ Construire 2000 unités de logement chaque année et allocation d'un lopin de terre à un prix nominal aux nécessiteux
- ▶ Offrir des chances égales à tous et amendement à la loi pour assurer la transparence et la méritocratie dans les recrutements effectués par la PSC, la LGSC et la DFSC
- ▶ Revoir le système actuel de permis à points pour éliminer les injustices, les caméras pièges et les doubles pénalités
- ▶ Détruire la banque de données où les empreintes digitales et photos biométriques de la nouvelle carte d'identité nationale sont stockées
- ▶ Réorganiser la MBC pour qu'elle puisse fonctionner comme une vraie radio-télévision publique
- ▶ Introduire la télévision privée pour élargir l'espace médiatique
- ▶ Redonner à l'ICAC et à la Police leur indépendance opérationnelle et autoriser les policiers à se syndiquer
- ▶ Combattre la fraude et la corruption : la 'Declaration of Assets Act' sera amendée pour inclure les propriétés acquises sous des prête-noms et la publication de toutes les informations dans la gazette du gouvernement
- ▶ Instituer une commission d'enquête sur la drogue afin d'en finir avec la mafia
- ▶ Offrir un service wifi gratuit dans tous les endroits stratégiques et assurer une connexion internet rapide à travers le pays



LE CITOYEN AVANT TOUT

Nous plaçons les citoyens au centre de notre projet de société. Améliorer le sort et la vie de chaque famille qui fait partie de l'arc-en-ciel mauricien est notre mission. Vaincre la pauvreté, trouver des emplois pour nos jeunes, favoriser l'épanouissement de tout un chacun seront les maître-mots de notre action gouvernementale. Nous croyons fermement que c'est le devoir du gouvernement de permettre à chaque citoyen de subvenir aux besoins de sa famille et d'aider les catégories défavorisées à gravir les échelons.

Combat contre la Pauvreté

Le combat contre la pauvreté et les injustices sociales figure au premier plan de notre programme de même que l'amélioration du pouvoir d'achat. L'île Maurice a les moyens de mener et gagner cette bataille. Nous le ferons ensemble. Nos propositions sont les suivantes :

- Augmenter la pension de vieillesse à Rs 5 000
- Augmenter raisonnablement la pension des veuves, des orphelins, des handicapés physiques et aussi celle des bénéficiaires d'aide sociale
- Élaborer un plan marshall contre la pauvreté
- Revoir tous les programmes d'insertion sociale pour éliminer les duplicités et focaliser sur des objectifs pré-établis
- Introduire un salaire minimum pour les travailleurs au bas de l'échelle
- Revoir l'Income Support et le Social Aid pour mieux soutenir les bénéficiaires
- Etablir un programme d'assistance aux étudiants issus de familles pauvres afin qu'ils puissent poursuivre leurs études jusqu'aux tertiaires
- Interdire la vente à la barre des maisons appartenant aux travailleurs licenciés pendant une période de deux ans à compter de la date de licenciement
- Assurer un partenariat avec la Fondation ESSA pour venir en aide aux écoles ZEP
- Etablir un programme d'assistance aux étudiants issus de familles pauvres afin qu'ils puissent poursuivre des études tertiaires
- Réclamer des entreprises un engagement ferme sur le 'Corporate Social Responsibility' au profit des pauvres
- Interdire la vente à la barre des maisons appartenant aux travailleurs licenciés pendant une période de deux ans à compter de la date de licenciement

L'emploi

La création d'emplois pour les jeunes est un défi majeur et restera l'une de nos principales priorités au regard de notre engagement à ramener le plein emploi. Nous établirons une synergie gouvernement-secteur privé pour gagner cette bataille. Nos propositions sont les suivantes :

- 5 000 nouveaux emplois seront créés dans le secteur public pour améliorer la qualité des services qui s'est dégradé par absence d'embauche durant ces dernières années. La méritocratie primera lors de ces recrutements

- Quelque 5 000 emplois additionnels seront proposés dans le secteur du transport maritime, sur les paquebots de croisières en particulier. La formation et les exercices de recrutement seront placés sous la responsabilité d'un organisme gouvernemental
- Les 3 000 détenteurs de diplômes qui sont aujourd'hui au chômage en raison du 'mismatch' entre leurs qualifications et la demande de compétences sur le marché du travail auront la possibilité de suivre des cours de reconversion aux frais de l'Etat. Les employeurs seront encouragés à recruter prioritairement ces diplômés nouvellement formés
- Le Youth Employment Programme sera revu pour étendre la durée du contrat à deux ans
- Des incitations fiscales seront accordées aux entreprises privées qui embauchent des débutants (de nouveaux diplômés, de même que ceux qui n'ont jamais travaillé auparavant ou qui ont été licenciés pour raisons économiques). Ces compagnies auront droit à des déductions d'impôts équivalant au double des salaires versés annuellement à de tels employés pour une période de cinq ans à condition que ces employés y soient toujours salariés
- Un projet d'apprentissage à l'emploi assorti d'un contrat d'alternance sera mis en place avec le concours du secteur privé. A cet effet, des incitations seront accordées aux entreprises qui compteront dans leurs effectifs entre 3% et 6% d'apprentis
- Dans ce même élan, des possibilités de formation seront offertes aux jeunes qui souhaiteraient travailler dans le secteur manufacturier
- Une nouvelle école d'infirmiers, outre celle des hôpitaux SSRN et Victoria, sera ouverte dans le Sud avec la collaboration d'institutions étrangères. Chaque année, quelque 5 000 à 6 000 infirmiers et autres membres du personnel médical seront formés et préparés à Maurice pour aller travailler dans certains pays comme le Canada (qui est prêt à embaucher 4 000 'health care assistants' chaque année), l'Allemagne, le Royaume uni et d'autres pays en Europe
- Un programme sera élaboré pour encourager le travail à domicile par les femmes au foyer
- Le 'Back To Work Programme' en faveur des femmes sera implémenté
- Le certificat de moralité sera revu pour enlever les délits mineurs au bout d'un an afin de faciliter le recrutement et la réinsertion des ex-détenus
- Un 'Disability Discrimination Bill' sera présenté afin d'éliminer toute discrimination sur la base d'incapacité physique et mentale
- La relance économique et la création de nouveaux pôles de développement favoriseront la création de plusieurs dizaines de milliers d'emplois à moyen et long termes
- Des emplois seront créés dans le secteur des PME à travers un 'National Entrepreneuriat Scheme' visant à faire de Maurice une nation d'entrepreneurs
- Les lois du travail seront amendées pour sécuriser les emplois
- Le recrutement des travailleurs étrangers sera limité aux 'scarcity areas'
- Les métiers seront revalorisés à travers un programme de formation poussée donnant lieu à une certification reconnue internationalement
- Une nouvelle 'National Employment Agency' sera créée où tous les demandeurs d'emploi devront s'enregistrer. Cette institution travaillera étroitement avec tous les ministères, les institutions paraétatiques et le secteur privé pour chercher des postes correspondant autant que possible aux compétences disponibles et de faire des offres aux demandeurs d'emploi

Nos aînés

Nos aînés sont en même temps nos guides et notre richesse. Ils méritent notre reconnaissance et notre considération et doivent pouvoir vivre dans la dignité. Nos propositions sont les suivantes :

- L'augmentation de la pension de vieillesse à Rs. 5 000
- L'implémentation de l'Elderly Protection Act qui englobe déjà les provisions pour assurer la protection de nos aînés
- Assurer la protection des personnes âgées dans les maisons de retraites et autres institutions en rendant obligatoire l'installation de caméras de surveillance, la présence d'un médecin en permanence et le recrutement d'un personnel formé et qualifié. Un psychologue sera aussi attaché à ces institutions
- Les médecins du Ministère de la Sécurité Sociale feront le suivi de ces personnes âgées pour s'assurer de leur bien être général
- Suivi régulier par des 'social workers' pour les personnes âgées habitant avec leurs enfants ou seules
- Durcissement de la loi contre toute personne qui abuserait de nos aînés
- Étendre l'application du Protection Order pour couvrir toute personne âgée habitant sur le même lieu de résidence même si elle vit séparément
- Construction de nouveaux centres récréatifs de qualité pour étendre les facilités de divertissement et de loisirs pour les personnes âgées



La Jeunesse et les sports

Forgeons un destin rempli d'espoir et d'opportunités pour nos jeunes pour qu'ils connaissent un épanouissement total et deviennent des citoyens responsables. Redonnons aussi ses lettres de noblesses au sport. Nos propositions sont les suivantes :

- Création d'académies de football parrainées par le club anglais West Ham United avec l'objectif de donner l'opportunité à nos jeunes les plus talentueux de faire carrière en tant que footballeurs professionnels
- Des mesures seront prises pour soutenir les clubs de football dans leur démarche de professionnalisation
- Mise sur pied des camps de vacances chaque année pour les élèves du primaire et du secondaire
- Construction de nouveaux centres de jeunesse
- Assurer une utilisation maximale des centres de jeunesse existants en mettant à la disposition des jeunes plusieurs activités comprenant le sport, le chant, la danse, la peinture et la musique. Des dispositions seront prises pour garder ces centres ouverts jusqu'à 20 heures
- Revigorer le National Youth Council pour offrir un meilleur encadrement aux clubs de jeunesse
- Soutien plus professionnel et meilleur suivi aux athlètes
- Professionnalisation et le financement du sport par le biais du CSR afin de développer une politique favorable pour le sport d'élite
- Rendre accessible au public les infrastructures sportives des écoles et collèges après les horaires scolaires
- Assurer la présence dans chaque école primaire d'un 'sports officer' pour encourager la culture sportive dès le plus jeune âge et aussi inculquer à nos enfants des valeurs, tels le respect d'autrui, l'esprit d'équipe et le fair-play
- Création d'une National Commission for School Sports (NCSS) pour s'occuper du sport scolaire à tous les niveaux et la relance des sports inter-collèges

Femmes, enfants et famille

La protection et l'épanouissement des femmes, des enfants et des familles trouveront une place prépondérante dans notre projet de société. Nos propositions sont les suivantes :

- Le 'Maternity Leave' sera étendue de deux semaines
- Mise sur pied d'un 'National Coalition against Domestic Violence Committee'. Cette instance assurera la liaison entre le ministère de la Femme, celui de la Sécurité Sociale & de l'Emploi et opérera sous l'égide du Bureau du Premier Ministre. Son rôle sera d'assurer que chaque femme abusée trouve une place dans un 'shelter' et obtient dans les six mois suivants un emploi et un toit afin de construire une vie nouvelle
- Aménagement de 'shelters' à travers le pays
- Durcissement des lois concernant la violence domestique et mention du délit dans le certificat de moralité
- En cas de divorce/séparation, le non-paiement de la pension alimentaire dans un délai raisonnable pourra donner lieu à une action civile
- Durcissement des lois contre le harcèlement sexuel
- Revoir le salaire des femmes dans tous les secteurs pour garantir le principe 'equal pay for equal work'
- L'implémentation de toutes les lois existantes qui assurent qu'il n'y ait pas de discrimination contre la femme, surtout au travail
- Création de 'wellness centres' pour les femmes à travers le pays
- Aider et former les femmes à se lancer dans l'entrepreneuriat et travailler à domicile
- Introduction du 'flexi-time' pour permettre aux femmes de mieux organiser leurs activités professionnelles et familiales
- Un rôle plus actif de la brigade des mineurs pour lutter contre la consommation de cigarettes, d'alcool et de substances illicites
- Assurer le suivi des enfants à problème par des psychologues
- Mener une campagne de sensibilisation agressive et continue contre la grossesse précoce
- Introduire un 'Sexual Protection Order' pour les enfants à risque
- Mise en place d'un système pour que les écoles alertent les parents en cas d'absence scolaire afin de prévenir l'école buissonnière

- Revoir la présence d'enfants en bas âges dans les prisons et accorder des facilités pour que ces enfants puissent être dirigés vers des familles d'accueil
- Mettre en place d'une brigade spéciale pour combattre la prostitution infantile y compris l'exploitation des mineures sur le web
- Donner plus de pouvoirs à l'Ombudsperson for Children



QUALITÉ DE VIE

Nous voulons que chaque Mauricien ait accès aux besoins essentiels que sont la nourriture, l'eau, le logement, les vêtements, les soins médicaux et l'éducation.



Pouvoir d'achat

- Abolition de la TVA de 15% sur les produits alimentaires comprenant les jus de fruits sans sucre ajouté, les céréales et les produits végétariens ainsi que sur les couches pour bébés
- Introduction d'un salaire minimum pour les travailleurs au bas de l'échelle
- L'augmentation de la pension de vieillesse améliorera le pouvoir d'achat des personnes âgées ainsi qu'aux membres de leurs familles
- La création d'emplois pour les jeunes permettra d'augmenter les revenus des familles

Fourniture d'eau

- Doubler le nombre de camions citernes immédiatement pour approvisionner les citoyens les plus affectés par les coupures d'eau
- Aménager des barrages dans nos rivières pour récupérer autant d'eau que possible pour être canalisés vers les stations de traitement
- Remplacement à court et moyen termes les tuyaux désuets afin d'assurer une fourniture régulière 24 heures sur 24. La technologie dite 'Directional Drilling' sera utilisée afin de réduire les coûts
- Achever le plus rapidement possible la construction du Bagatelle Dam et initier d'autres projets de stockage d'eau dans les différentes régions du pays
- Engager un programme de reforestation dans les régions où se trouvent nos réservoirs

Logement : 2 000 logements chaque année

- L'Alliance Lépep s'engage à construire 2000 logements chaque année à travers quatre plans qui répondraient aux aspirations de nos citoyens au bas de l'échelle et de la classe moyenne
- Des initiatives seront prises pour réduire les taux d'intérêts imposés par les institutions financières sur les prêts-logement. Les pénalités excessives seront annulées
- Les Management Charges exorbitantes réclamées par la NHDC dans les projets de constructions seront revues à la baisse afin de réduire les coûts de construction

Santé publique

Réformer pour répondre aux attentes de la population. Nos propositions sont les suivantes :

- Revoir le système de santé primaire afin de réduire la pression sur les hôpitaux régionaux. Un Master Plan sera établi à cet effet
- Mettre en place un système de visite à domicile par des infirmiers spécialisés pour ceux ayant besoin de soins sur leur lieu de résidence
- Offrir gratuitement des glucomètres aux diabétiques bénéficiant de visite médicale à domicile
- Aménager un comptoir spécial dans les centres de santé et les hôpitaux à l'intention des personnes âgées et autrement capables
- Mise sur pied d'un comptoir spécial dans chaque hôpital pour s'occuper des plaintes des malades ainsi qu'un comptoir d'informations pour les parents des malades
- Optimiser l'utilisation des salles d'opération en pratiquant des chirurgies durant la nuit également
- Restructurer le département dédié au traitement du cancer et investir dans des équipements et logistiques à la pointe de la technologie
- Mise sur pied d'un comité spécial pour se charger de l'achat des médicaments, garantir la qualité et éliminer les gaspillages dans les centres de santé, dispensaires et hôpitaux publics
- Mise sur pied d'un deuxième centre de chirurgie cardiaque
- Mise sur pied d'un département de chirurgie vasculaire afin de réduire les amputations
- Création d'un centre de réhabilitation pour ceux se retrouvant avec un handicap suite à un accident ou une intervention chirurgicale
- Aménagement d'un gym dans chaque ministère



Environnement : traduire dans les faits le concept Ile Maurice Durable

Notre projet de société accorde une place prépondérante au concept Ile Maurice durable où la protection de nos atouts environnementaux deviendra un leitmotiv dans notre stratégie de développement socio-économique. De même, l'aménagement du territoire sera au centre du développement durable. Nos propositions pour une île Maurice écologique et moderne sont les suivantes :

- Tenir, à très brève échéance, des consultations avec les principaux acteurs socio-économiques du pays et définir de nouvelles politiques par rapport à (i) la protection de l'environnement, (ii) la production d'énergie renouvelable, (iii) la fourniture d'eau, (iv) la gestion des déchets et (v) le développement durable
- Réaliser un audit environnemental de toutes les plages ainsi qu'une évaluation de tous les développements commerciaux dans des régions écologiquement sensibles. Des mesures correctives seront immédiatement prises et tout développement illégal, toute dégradation de l'environnement ou de l'écosystème seront sanctionnés
- La politique déterminant l'allocation des pas géométriques à des promoteurs, d'éventuels transferts de baux, leur monétisation ou leur vente sera complètement revue
- Nous allons établir des normes de construction respectueuses de l'environnement et développer des villes écologiques modèles
- Tout projet de construction devra respecter des paramètres en ce qui concerne le coefficient d'occupation du sol, l'alignement des routes, les régions côtières, les zones humides et l'écosystème marin. Il incombera aux collectivités locales de démontrer devant les tribunaux qu'elles ont effectivement pris des mesures pour la mise en œuvre des plans d'urbanisme
- Les cadres et les inspecteurs des municipalités et des conseils de districts qui examinent les demandes de permis de construction bénéficieront d'une formation qui leur permettront d'empêcher les constructions illégales
- Ceux trouvés coupables de contravention aux règles d'urbanisme et qui menacent ou mettent en péril l'environnement seront passibles de poursuites et de sanctions. Les pénalités seront rendues plus sévères. Désormais, la démolition des constructions illégales sera la norme plutôt que l'exception
- La Beach Authority sera intégrée au ministère des Terres et du Logement
- Une nouvelle politique nationale de gestion des déchets sera élaborée et mise en œuvre. L'accent sera mis sur la propreté de l'île
- L'enfouissement des déchets sera réduit et éventuellement éliminé
- La production d'énergie verte sera encouragée



- Nous allons rendre obligatoire l'installation de panneaux solaires dans les nouveaux bâtiments et accorder 5 ans à tous les bâtiments publics pour être dotés d'un système d'énergie solaire
- La formation au jardinage et à la protection de l'environnement sera introduite dans le programme d'études scolaires afin de sensibiliser les jeunes à la protection et au respect de l'environnement
- L'Environment Protection Act sera revu et des conditions plus strictes seront imposées pour l'obtention d'une EIA licence
- L'ingérence politique dans l'octroi des EIA Licences ne sera pas tolérée
- Les droits de douane et les taxes sur les véhicules écologiques seront réduits
- Nous élaborerons une National Landscape Policy et délimiterons des zones strictement piétonnières et des pistes pour cyclistes
- Nous mettrons en place un programme permanent de reboisement (atteindre 12% de la surface du sol mauricien)
- Nous allons revoir les dispositions légales relatives à l'écoulement des détergents et autres produits chimiques dans nos cours d'eau et nappes phréatiques ainsi que tout autre acte considéré comme étant nuisible à l'environnement
- Nous allons définir des Navigation Lanes spécifiques dans nos eaux territoriales et lagons et assurer une surveillance permanente à travers un Vessel Identification System
- Nous allons revoir toute la question d'aquaculture en mer et sur terre en vue d'assurer sa viabilité écologique

Education

Retournons leur enfance à nos enfants et donnons-leur l'éducation qu'ils méritent, telle est notre devise pour le secteur de l'éducation. Notre engagement : favoriser l'épanouissement total de nos enfants. Nos propositions sont les suivantes :

- Offrir un repas chaud par jour à chacun de nos enfants fréquentant une école primaire
- Réintroduction de 100% de subsides sur les frais d'examen du SC et du HSC pour tous les élèves sans distinction
- Mise en place d'une Ecole des Arts comprenant la musique, le chant, la danse, la peinture et le théâtre
- Renforcer la structure pédagogique du secteur pré-primaire
- Poursuivre la réforme de l'éducation en mettant l'accent sur une révision du cursus scolaire, le taux de réussite, l'orientation et l'accompagnement
- Remplacer le CPE par un examen de fin de cycle primaire moins stressant et introduire le 'nine-year schooling'
- Mise sur pied d'un 'resource centre' par école primaire qui comprendra des 'resource persons' qui vont soutenir les enseignants dans l'implémentation du cursus scolaire et assureront le suivi des élèves en difficultés aussi bien que les élèves surdoués
- Recrutement de psychologues pour faire le suivi des élèves des secteurs pré-primaires, primaires et secondaires
- Introduction de l'éducation des valeurs dans le cursus scolaire dès le primaire
- Refonte du secteur de la formation technique et mise sur pied d'établissements techniques à travers l'île
- Favoriser la formation continue des enseignants leur permettant ainsi d'être toujours au courant des dernières avancées pédagogiques. Dans cette optique, une nouvelle institution - la 'Continuous Professional Development Unit' sera mise en place au sein du MIE
- Revoir notre système d'examen en fin de cycle secondaire et considérer l'option de tenue d'examen conjoints de la MES avec Cambridge sous la supervision de modérateurs étrangers
- Usage de la technologie afin de réduire le poids des livres en version papier dans la vie des étudiants
- Secteur tertiaire : revoir le fonctionnement de la Tertiary Education Commission et se débarrasser des universités controversées après avoir trouvé une solution pour les étudiants dont les certificats ne sont pas reconnus à l'étranger
- Faire de l'île Maurice un 'Education Hub' en permettant l'arrivée d'universités de renom offrant aux jeunes de la région une éducation de qualité avec une certification internationalement reconnue
- Introduction du 'service volontaire' dans le cursus secondaire pour promouvoir le sens de responsabilité des jeunes et encourager la solidarité et le patriotisme. Cette unité sera placée sous l'égide du Bureau du Premier Ministre



Arts et Culture

Un atout de développement humain et économique. Nos propositions sont les suivantes :

- Les congés publics seront revus après concertation avec les organisations religieuses et socio-culturelles
- Des facilités seront octroyées aux personnes se rendant en pèlerinage à l'étranger
- Promouvoir les arts et la culture comme un puissant medium d'unité nationale, d'épanouissement individuel et d'inculcation des valeurs morales
- Valoriser les richesses culturelles et linguistiques ainsi que les traditions ancestrales des différentes composantes de notre nation arc-en-ciel
- Mettre en évidence nos atouts culturels pour accentuer l'attrait de notre produit touristique
- Mettre sur pied une troupe culturelle nationale pour mettre en valeur les richesses de notre diversité culturelle
- Soutenir les artistes dans leurs activités de création, la mise en valeur de leurs œuvres et la protection des droits d'auteur
- Revoir le fonctionnement de la 'Mauritius Film Development Corporation' afin de promouvoir une industrie de cinéma locale et régionale
- Mettre en place une école de formation pour les artistes, pour le mannequinat et d'autres métiers d'accueil et de divertissement
- Augmenter le nombre d'artistes sur le Board de la MASA



Infrastructures publiques et transports

Servir le social et l'économie tout en corrigeant les injustices. Nos propositions sont les suivantes :

- Révision du système de permis à point et des speed cameras afin d'éliminer les injustices et la double pénalité
- Regroupement et modernisation des institutions responsables de la gestion de l'eau
- Remplacement des tuyaux désuets du réseau d'eau potable
- Mise sur pied d'un 'Regulating Body' pour le secteur énergétique
- Construction d'une nouvelle route reliant l'aéroport à l'est de l'île
- Construction d'une nouvelle route pour relier l'ouest de l'île à l'autoroute M1
- Construction de fly-overs à des points stratégiques pour régler le problème de congestion routière durant les heures de pointe
- Facilités 100% Duty Free pour les taxis
- Aménagement d'un centre moderne pour effectuer les tests d'aptitude avant de délivrer le permis de conduire
- Aménagement de structures fonctionnelles pour abriter les marchands ambulants dans des endroits fréquentés
- Révision de toute la taxation concernant les véhicules pour apporter plus de justice
- Introduction d'un nouveau système de 'licensing' pour les Goods Vehicles
- Modernisation du port de Port-Louis pour améliorer son efficacité et sa compétitivité
- Effectuer une étude sur une éventuelle réouverture du Port de Mahébourg
- Revoir le projet de métro-léger pour évaluer son coût et sa viabilité



FAÇONNER UN DEUXIÈME MIRACLE ECONOMIQUE

Notre vision économique repose sur des actions et des idées nouvelles. Nous allons dynamiser les secteurs économiques existants, créer de nouveaux pôles de développement, traduire dans la réalité le concept 'Duty Free Island' pour le shopping, une plaque tournante et un centre d'excellence pour le commerce, les services et le business. Nous allons accentuer nos efforts auprès des pays étrangers pour mettre la diplomatie mauricienne au service de la modernisation et la diversification économique.

Cette vision économique fera de Maurice une référence régionale en matière d'entrepreneuriat, de tourisme, d'aviation, de transport maritime, d'agriculture, d'éducation, de technologie et d'innovation. Elle sera aussi fondée sur une conviction que la richesse nationale doit être distribuée de manière équitable. Nous souhaitons voir une économie où non seulement notre niveau de vie, mais aussi la qualité de vie de tout un chacun s'améliorer de façon constante et durable dans le respect de l'environnement. Nous visons un taux de croissance d'au moins 6% par an et nous prenons le pari de réaliser un 2ème miracle économique mauricien.

Tourisme

Rebondir en faisant de Maurice un pôle d'aviation, une destination de découverte culturelle et un havre régional de shopping hors taxe, tout en valorisation les employés de ce secteur. Nos propositions sont les suivantes :

- Transformer le pays en un pôle d'aviation de la région (en nous inspirant de l'exemple de Dubaï et de Singapour) en favorisant les escales et les transits pour les touristes et les voyageurs entre l'Europe, l'Amérique, l'Australie, l'Afrique, l'Inde, la Chine, le Japon et Hongkong
- La politique de l'accès aérien sera redéfinie en vue d'une ouverture pour permettre plus de vols vers Maurice. Ainsi, on rendra le billet d'avion moins cher et la destination Maurice plus compétitive
- Restructurer Air Mauritius pour assurer qu'elle soit compétitive et puisse jouer son rôle de fer de lance au développement touristique et à l'expansion de nos échanges commerciaux
- Revoir les taxes et surcharges sur les billets d'avion en vue de rendre la destination plus compétitive
- Revoir la politique concernant les visas afin de faciliter les mouvements des visiteurs
- Mettre en œuvre le concept 'Duty Free Island' pour attirer un plus grand nombre de touristes, notamment les nouveaux riches du continent africain pour venir faire du shopping à Maurice. Dans cette optique, l'accroissement des liaisons aériennes entre Maurice et l'Afrique sera une priorité
- Réaffirmer le statut de Maurice comme une destination touristique cinq étoiles
- Promouvoir le tourisme culturel et le tourisme vert en maximisant sur le multiculturalisme mauricien et les trésors de notre nature
- Créer un Hotel Investment Trust pour démocratiser l'actionnariat des compagnies hôtelières
- Relancer le projet Iles Vanilles pour offrir un package régional aux touristes
- Intensifier la diversification vers la Chine, l'Inde, l'Australie, l'Afrique et le Moyen-Orient
- Revoir le rôle et le mode d'opération de la MTPA
- Augmenter le nombre d'artistes sur le Board de la MASA

Agriculture

Accélération de la réforme sucrière, modernisation et diversification dans le secteur agricole non-sucre et faire de Maurice une pépinière régionale. Nos propositions sont les suivantes :

Secteur sucrier

- Reconsidérer le 'Multi-Annual Adaptation Strategy' (MAAS) en vue de compléter la réforme et créer une solide industrie de la canne à sucre, diversifiée et durablement viable. La production d'éthanol, de rhum agricole à forte valeur ajoutée et de sucro-chemicals utilisés dans l'industrie pharmaceutique sera encouragée
- Diversifier les marchés d'exportations de notre sucre et sous-produits de la canne
- Assurer un juste équilibre entre les avantages offerts aux établissements sucriers et ceux des petits planteurs/travailleurs
- Compenser immédiatement les petits planteurs tenant compte de la chute de leurs revenus avec la baisse du prix du sucre sur le marché mondial
- Augmenter les revenus des petits et moyens planteurs sur la mélasse et la bagasse
- Explorer d'autres avenues en termes d'exploitation des terres afin de maximiser les revenus des petits planteurs
- Exempter les planteurs produisant jusqu'à 60 tonnes de sucre du paiement de la prime d'assurance au SIFB pour une période de 5 ans
- Revoir les conditions d'allocation de terres aux métayers afin de sécuriser leurs activités
- Revoir le Derocking Scheme pour faciliter les petits planteurs
- Harmoniser la production locale et régionale
- Etendre le projet 'Fair Trade' au bénéfice des petits planteurs
- Offrir des actions gratuitement aux planteurs et travailleurs dans les différentes filières de l'industrie cannière
- Encourager la mise sur pied de sociétés coopératives qui s'engageraient dans la production d'énergie solaire et d'autres activités durablement viables

Secteur agricole non-sucre

- Actualiser le plan stratégique pour le secteur agricole non-sucre rendu public en 2003 et concrétiser les mesures annoncées en vue d'une modernisation du secteur et garantir la sécurité alimentaire
- Créer des villages hydroponiques dans différentes régions du pays à l'intention des petits planteurs
- Encourager les jeunes à investir dans des projets agricoles modernes à travers des incitations spécifiques
- Relancer le projet de Centre de Biotechnologie Agricole
- Favoriser le 'clustering' afin que les planteurs puissent se regrouper et participer pleinement au développement d'une agro-industrie tournée vers l'exportation. Un Freight Rebate Scheme pour faciliter les exportations sera mis en place
- Relancer le plan d'assurance pour les planteurs de fruits et légumes
- Revoir la compensation aux planteurs déracinés de Riche-Terre en raison du projet Jin Fei
- Créer un mécanisme de financement et de participation pour que la communauté des planteurs puisse saisir pleinement les opportunités de production agricole à grande échelle dans des pays de la région comme Mozambique et Madagascar
- Assurer un partenariat à échelle régionale avec le concours de bailleurs de fonds internationaux en vue de faire de Maurice le moteur du développement agricole en Afrique sub-saharienne
- Relancer le secteur horticole et l'élevage sur des bases soutenables



L'industrie manufacturière

Miser sur les immenses opportunités du marché régional. Nos propositions sont les suivantes :

- Revoir le cadre incitatif institutionnel et fiscal relatif à ce secteur afin d'améliorer davantage sa compétitivité et favoriser la pénétration d'autres marchés porteurs dans la région et sur le plan international
- Elaborer une 'Africa Export Strategy' et soutenir les 'Domestic Oriented Enterprises' pour qu'elles puissent propulser les exportations vers les marchés africains en pleine croissance
- Attirer des investissements dans les secteurs manufacturiers ayant un potentiel d'exportations vers l'immense marché africain, notamment dans les créneaux pharmaceutiques, équipements médicaux, équipements et accessoires de bureau, appareils électriques, produits en plastique, bijouterie et agro-industrie
- Favoriser une fashion industry qui rendrait célèbre internationalement le label 'Made in Mauritius', permettant ainsi aux produits mauriciens de s'imposer sur de nouveaux marchés porteurs. Promouvoir des défilés réguliers et saisonniers dans les hôtels à Maurice et à l'étranger
- Assurer la formation continue des employés et favoriser le recrutement de la main-d'œuvre formée localement

IRS/RES

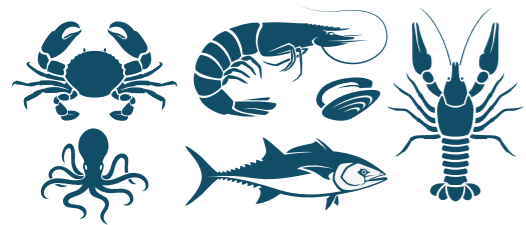
Améliorer le cadre incitatif avec le positionnement de Maurice comme le coffre-fort de l'Afrique. Nos propositions sont les suivantes :

- Évaluer le développement réalisé dans ce créneau et privilégier les projets qui intégreraient le développement social des régions concernées
- Revoir le plan directeur pour le rendre encore plus attractif compte tenu des incitations offertes dans d'autres pays pour ce même type de développement immobilier
- Encourager les riches qui viendraient sécuriser leurs actifs durables (or, argent, bijoux, œuvres d'art et devises étrangères) à Maurice à acquérir des villas et à participer au développement social

Seafood Hub / Industrie de la Mer

Maurice a le potentiel de développer une puissante industrie de la mer avec ses 2,4 millions de kilomètres carrés d'eaux territoriales. Nos propositions sont les suivantes :

- Mise sur pied d'un ministère de la Mer pour traduire notre vision océanique en réalité
- Création d'une cité maritime pour promouvoir une véritable culture de la mer
- Développer une véritable industrie de la pêche et assurer la participation totale des pêcheurs dans le développement de ce secteur à travers un programme spécifique
- Permettre aux pêcheurs d'acquérir hors taxe des moteurs hors-bord jusqu'à 100 hp
- Revoir le 'Maritime Zone Act' afin de mieux sauvegarder nos intérêts maritimes contre des navires de pêche et chalutiers étrangers
- Revoir le projet d'aquaculture dans le lagon afin de préserver le cachet paradisiaque de nos plages
- Promouvoir la culture de perles et de concombre de mer qui sont très demandés dans les pays développés
- Exploiter les autres ressources maritimes à des fins économiques
- Prospecter sérieusement la présence de pétrole et de gaz dans nos eaux territoriales
- Développer une industrie de la biotechnologie marine



ICT

Développer des services sophistiqués pour faire du cyber-island une réalité. Nos propositions sont les suivantes :

- Développer des Business Parks à Rose-Belle, Terre-Rouge, Flacq et Bambous
- Revoir le cadre juridique des TIC en général et, en particulier, les lois concernant la protection des données digitales et personnelles dites critiques
- Accroître le potentiel mauricien dans ce secteur en améliorant la compétitivité des services à travers une connectivité non seulement plus rapide mais moins coûteuse et plus fiable
- Accélérer le programme de formation avec la collaboration des leaders du secteur tels que ORACLE, SAP, CISCO ; orienter et encourager les jeunes vers des études plus poussées en informatique et favoriser le recrutement des Mauriciens aux plus hauts échelons de responsabilité
- Sortir de l'élémentaire 'call centres' pour développer des services sophistiqués à forte valeur ajoutée comme le développement des logiciels et d'autres créneaux sophistiqués (ITO, KPO, R&D)
- Offrir un service wifi gratuit dans tous les endroits stratégiques à travers l'île
- Accorder des prêts à intérêt forfaitaire sur l'outil informatique afin de permettre à chaque famille mauricienne d'être propriétaire d'un ordinateur
- Former au moins 300 000 citoyens à l'usage de l'outil informatique afin de créer une vraie société de l'information et de réduire la fracture numérique
- Création d'une bibliothèque digitale nationale de niveau mondial qui permettra d'accéder à des millions de livres, d'œuvres littéraires et scientifiques
- Accélération du processus de numérisation des services de l'Etat (e-government) et extension des services numériques de l'Etat (e-services) afin de faciliter la vie des citoyens
- Mise en œuvre d'un système permettant de retracer les téléphones volés et perdus
- Usage de la technologie afin de réduire le poids des livres en version papier dans la vie des étudiants

Services financiers

Privilégier la stratégie africaine et élargir la panoplie des instruments. Nos propositions sont les suivantes :

- Revoir les incitations pour encourager les sociétés internationales à venir établir leurs Head Quarters à Maurice afin de maximiser sur des services de substance comme le back office, la propriété intellectuelle ainsi que la recherche et le développement
- Mise sur pied d'un 'Mauritius Sovereign Strategic Fund' qui investira sur le continent africain
- Création d'un Africa Social Fund qui va intervenir sur la micro-finance et le social
- Positionner Maurice comme un centre d'excellence pour l'enregistrement des marques et brevets

PME

Un pari audacieux en misant sur le génie mauricien. Nos propositions sont les suivantes :

- Une nouvelle SMME (Small, Micro and Medium Enterprises) Development Bank, placée sous la responsabilité de l'État mais s'appuyant sur un partenariat stratégique privé, sera instituée avec pour première responsabilité de jouer un rôle de développeur et d'investisseur en capital-risque, non seulement pour proposer des prêts et des crédits pour le démarrage d'une petite et moyenne entreprise mais aussi en prenant des actions initiales dans les projets. La Banque cédera sa participation, après dix ans au maximum, au propriétaire de l'entreprise, à d'autres investisseurs ou à la State Investment Corporation (SIC). Un budget important sera alloué à ce projet. Aucune garantie ne sera réclamée pour le financement
- La SMME Development Bank aidera, accompagnera et guidera les jeunes entreprises tout au long de leur période de développement, cela par le truchement d'expertise interne dans les domaines d'élaboration de projets, de business plan, d'études de faisabilité, du renforcement des capacités, de prospection du marché, de la restructuration et de la réorganisation opérationnelle, ainsi qu'au niveau du remplacement d'un cadre supérieur si le cas survient
- Permettre aux PME de bénéficier d'un programme d'outsourcing élaboré avec le concours des grosses entreprises
- Revoir le régime fiscal touchant ce secteur

Centre pour l'enseignement supérieur

Nouvelle impulsion. Nos propositions sont les suivantes :

- Restaurer la crédibilité du 'Knowledge Hub' mauricien en éliminant les universités arnaqueuses et favoriser l'implantation d'universités de réputation internationale
- Revoir le fonctionnement du ministère de l'Enseignement supérieur, de la TEC et du MITD
- Encourager les joint-ventures entre les secteurs public et privé pour des formations en alternance étalées sur 1-2 ans pour résoudre le problème de 'mismatch' entre les qualifications des diplômés et les compétences requises sur le marché du travail

Medical Hub

Optimiser sur le potentiel régional. Nos propositions sont les suivantes :

- Favoriser l'implantation d'autres hôpitaux et institutions de santé qui offriront des services sophistiqués à une clientèle étrangère à la recherche de telles prestations. Les Mauriciens pourront également en bénéficier
- Favoriser des études en médecine et la recherche médicale à Maurice
- Développer la médecine esthétique avec l'expertise internationale
- Créer les conditions pour le développement d'une industrie pharmaceutique



Duty Free Island

Concrétiser ce projet ambitieux qui va booster l'économie en général tout en devenant un pilier en elle-même avec des opportunités multiples. Nos propositions sont les suivants :

- Mettre à exécution le concept 'Duty Free Island' en favorisant l'implantation des grandes enseignes internationales
- Investir massivement dans les infrastructures économiques à travers le concept PPP pour moderniser le pays à tous les niveaux
- Favoriser l'upgrading des centres commerciaux et maisons de commerce actuelles en vue d'offrir des possibilités de shopping de standard international
- Intégrer ce projet avec celui du mode de transport alternatif et un développement urbain d'envergure
- Développer une 'Events Industry' avec la participation de grosses pointures internationales du showbiz
- Faire de la 'Fashion Industry' et de l'Events Industry' des pièces maîtresses de l'île hors taxe envisagée
- Favoriser le développement de produits artisanaux à haute valeur ajoutée avec la participation des PME
- Promouvoir la destination mauricienne en ajoutant le Duty Free Shopping haut de gamme aux traditionnels Sea, Sand & Sun

Nouveaux piliers

En innovant et avec le lancement de nouveaux secteurs, de nouvelles avenues seront créées pour accroître la richesse nationale et favoriser la création de nouveaux emplois. Les initiatives suivantes seront entreprises :

Réouverture du Port de Mahébourg

- Une étude sera réalisée en vue de la réouverture du Port de Mahébourg qui pourra être développé en un pôle de développement dans le sud

Airport City

- Une 'airport city' sera développée dans la région de l'aéroport qui sera transformée en un centre de warehousing, light engineering, bijouterie et autres activités liées aux activités aéroportuaires

Highlands City

- Le projet de cité futuriste à Highlands sera relancé. Après la cybercité d'Ebène, ce développement ambitieux sera la vitrine de l'île Maurice de 2050. Elle sera le berceau de nouveaux investissements à caractère technologique et un havre de nouvelles opportunités et d'emplois

Recherche et Développement

- La Recherche et Développement (R&D) sera développée comme un nouveau pilier de l'économie
- Un cadre incitatif sera élaboré pour inciter des investissements dans ce domaine

Maurice – un coffre-fort pour les riches

- Etablir le cadre nécessaire pour attirer des personnes riches qui viendraient sécuriser leurs actifs durables à Maurice dans des coffres forts connus comme des 'allocated accounts'. Cette activité a connu un immense succès à Singapour. La condition sine-qua-non pour attirer ces personnes est une sécurité sans faille, d'où la nécessité de redresser et consolider le 'law & order'



Démocratisation de l'économie

Offrir de nouvelles opportunités à tous. Nos propositions sont les suivantes :

- Relancer l'Employees Real Estate Investment Trust créé en 2004 pour faire participer les travailleurs au développement immobilier
- Offrir gratuitement des actions aux petits planteurs et travailleurs de l'industrie sucrière dans les différentes entreprises de l'industrie cannière
- Lancer un programme d'actionnariat pour les employés dans le secteur de l'hôtellerie
- Ouvrir la production d'énergie verte aux sociétés coopératives
- Faire du pays une nation d'entrepreneurs à travers un National Entrepreneurship Scheme



Fiscalité

Réformer pour apporter plus de justice. Nos propositions sont les suivantes :

- Introduction d'une nouvelle déduction pour les contribuables ayant adhéré à des plans d'assurance santé, assurance-vie et pensions
- Réduire de 30% à 10% le dépôt exigé par la MRA aux contribuables qui sont sujets à une réévaluation du montant d'impôt payé
- Abolition de la TVA de 15% sur les produits alimentaires comprenant les jus de fruits sans sucre ajouté, les céréales et les produits végétariens ainsi que sur les couches pour bébés
- Pas d'augmentation de la TVA et d'autres taxes pouvant affecter le pouvoir d'achat, surtout de nos concitoyens au bas de l'échelle
- Refonte totale de la taxe touchant les véhicules en vue de corriger les injustices
- Révision en profondeur du régime fiscal touchant les PME ; les PME ayant un chiffre d'affaires ne dépassant pas Rs 6 millions n'auront plus à se plier aux exigences d'enregistrement pour la TVA

DÉMOCRATIE, COMBAT CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION, SÉCURITÉ ET BONNE GOUVERNANCE

Consolider la démocratie est un impératif de stabilité et de développement que nous tenons à cœur. Nous allons garantir les droits fondamentaux de la population tels que garantis dans la Constitution du pays. De même, le 'law & order' est une condition sine-qua-non de stabilité et de progrès socio-économique que nous allons redresser pour assurer une sécurité optimale en tout temps. Nous prenons également un engagement ferme pour combattre la fraude et la corruption, un combat que nous gagnerons avec la participation active de nos concitoyens. Aussi, adopter les plus récentes méthodologies et technologies associées en terme de bonne gouvernance sera au centre de notre action gouvernementale. A cet effet, nous allons entreprendre une réforme au sein des ministères et corps parapublics afin d'assurer la transparence, la redevabilité et l'efficience.



DÉMOCRATIE, COMBAT CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION, SÉCURITÉ ET BONNE GOUVERNANCE

Consolidation de la démocratie

- La télévision privée sera introduite et les chaînes de télévisions privées seront encouragées à organiser des débats sur des questions d'intérêt public
- La MBC sera réorganisée pour qu'elle joue réellement son rôle de radio-télévision publique
- Un 'Freedom of Information Act' sera introduit pour garantir la transparence et permettre la libre circulation des informations
- La liberté d'opinion sera respectée. Tout citoyen pourra assister à des meetings publics, des congrès ou participer à des manifestations pacifiques sans crainte de sanctions ou de victimisation
- La Data Bank où les empreintes digitales et photos biométriques de la nouvelle carte d'identité nationale sont stockées sera détruite
- Une loi anti-transfuge sera introduite. Un député perdra son siège s'il change de camp à moins que 25% des parlementaires de son parti ou de l'alliance politique à laquelle il appartient aient fait de même
- Une réforme électorale sera adoptée en tenant compte des impératifs de stabilité pour gouverner. Une dose de proportionnelle sera introduite ; le seuil d'éligibilité pour les sièges proportionnels sera 5% des votes nationaux recueillis ; une représentativité d'un tiers des femmes sera assurée ; le système de Best Loser sera maintenu
- De pouvoirs étendus seront octroyés à l'Electoral Supervisory Commission pour lui permettre, lors d'une campagne électorale, de contrôler et sanctionner la fraude, la corruption, les conflits d'intérêt et les abus du financement politique
- Nous introduirons une nouvelle législation – le Financing of Political Parties Act – afin de promouvoir l'ouverture et la transparence dans le monde politique
- Administrations Régionales : Le Local Government Act sera revu pour donner plus d'autonomie aux collectivités locales

Combat contre la fraude et corruption

- Mise sur pied d'une 'Financial Crime Commission' avec l'assistance des experts étrangers qui agira comme un 'apex body' pour enquêter sur les crimes financiers, tels que les divers types de fraude, incluant les 'ponzi schemes', la corruption et le blanchiment d'argent. Cette commission englobera différentes institutions existantes- la FIU, l'ICAC et le département 'enforcement' de la FSC
- Une Commission d'enquête sera instituée pour se pencher sur l'attribution des Pas géométriques et des terres de l'État durant les derniers dix ans
- La définition de "related party" dans le Prevention of Corruption Act sera élargie pour inclure, entre autres, ceux partageant des liens familiaux, les amis proches, les compagnons/compagnes et partenaires ainsi que les prête-noms
- La 'Declaration of Assets Act' sera amendée pour inclure les biens et les actions achetés sous des prête-noms. Toutes les informations seront rendues publiques
- L'ensemble du processus d'appels d'offres publics sera revu et une nouvelle législation sera promulguée pour introduire pour garantir une transparence totale
- La MRA sera appelée à mener des enquête approfondies dans tous les cas présumés, allégués ou connus d'accumulation de richesse à travers des activités et des moyens illégaux
- Une nouvelle législation sera promulguée pour interdire la vente ou le transfert des baux concernant les terres de l'État sans une autorisation écrite du Bureau du Premier ministre. Les baux saisis ou rendus seront mis en vente aux enchères au public d'une manière ouverte et transparente
- Les recommandations de la Commission Justice et Vérité seront mises en œuvre, particulièrement la création d'un Land Tribunal avec un 'sitting judge'

Combat contre la drogue

- Une commission d'enquête sera instituée sur le trafic de drogue pour combattre la mafia. L'aéroport et le port seront équipés de matériels à la pointe de la technologie pour dépister et dissuader toute tentative d'introduire de la drogue à Maurice
- Les drogues saisies seront détruites dans un délai raisonnable en présence, entre autres, d'un représentant du judiciaire et des membres d'ONG

DÉMOCRATIE, COMBAT CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION, SÉCURITÉ ET BONNE GOUVERNANCE

Restructuration de la Police pour une sécurité accrue

- Les membres de la force policière pourront se syndiquer
- Les examens dans la force policière seront administrés par un organisme externe indépendant pour assurer la transparence. Les promotions se feront dans une façon plus juste et équitable. Les diplômés seront encouragés à se joindre à la force policière et recevront des suppléments salariaux selon leur performance et les résultats
- La force policière sera réorganisée en terme d'infrastructures, de mode d'opération et de formation avec l'utilisation des technologies de pointe. Une académie de Police sera mise pour assurer une formation continue à tous les échelons de la force policière
- Sera créée une base de données centrale pour répertorier les criminels. Cette base de données sera accessible en ligne à tout moment à la police ainsi qu'à toutes les autres institutions approuvées comme le bureau des passeports et de l'immigration
- Seront introduits les bracelets électroniques de surveillance pour certains types de suspects libérés sous caution afin de mieux gérer la situation dans les prisons
- Mise sur pied d'un registre électronique de personnes condamnées pour pédophilie et celles impliquées dans les délits de prostitution infantile
- Afin d'introduire des compétences très attendues de haut niveau en matière de connaissance légale, d'administration, d'enquête, de technologie informatique et de gestion dans la force policière, un certain nombre de postes sur la base d'un contrat fixe sera proposé aux professionnels d'expérience désireux de participer au développement de la force policière
- Afin de minimiser les risques de détention et d'arrestation arbitraire et assurer la bonne conduite des enquêtes, un 'law officer' sera attaché à chaque poste de police
- L'aspect abusif et arbitraire du système de 'provisional charges' sera éliminé avec l'introduction d'une législation moderne basée sur le modèle britannique du Police and Criminal Evidence Act
- Des systèmes CCTV et équipements d'enregistrement audio seront introduits dans les postes de police à travers l'île
- Une nouvelle Police Complaints Commission entièrement indépendante et présidé par un juge en retraite sera instituée pour assurer que les droits fondamentaux ne soient pas bafoués

Judiciaire

- Les procédures existantes seront revues pour s'assurer que les affaires devant nos Cours de justice soient entendues dans un délai raisonnable
- Une nouvelle Cour d'appel complètement indépendante et constituée de juges étrangers sera créée
- Le système de transferts entre les institutions de l'exécutif et du judiciaire sera revu pour limiter les perceptions de conflit et de biais
- Les offenses liées à la fraude dans notre Code Pénal seront revues pour inclure des nouveaux types de délits financiers y compris les 'ponzi schemes' et les fraudes liées à la technologie
- Le Code Pénal sera revu pour éliminer les offenses archaïques qui datent de l'ère coloniale et qui agissent comme une restriction à la liberté d'expression

Bonne gouvernance

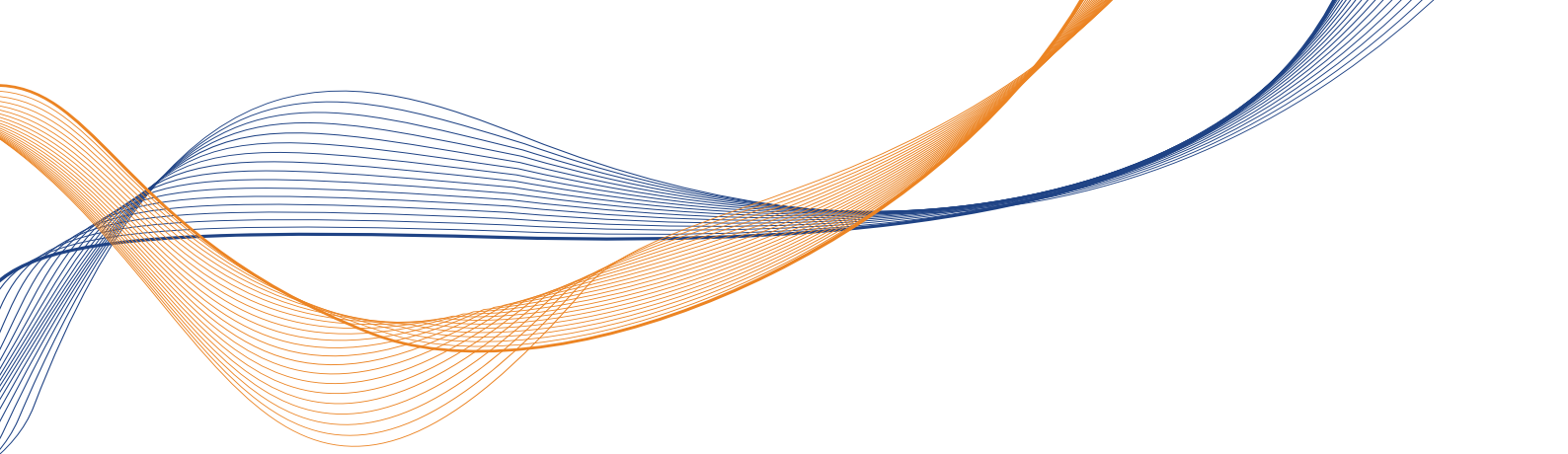
- Un comité spécial sera mis sur pied pour mettre fin aux nominations inadaptées aux postes importants
- Une 'Good Governance and Ethics Commission' sera mise en place pour veiller à l'utilisation judicieuse de l'argent public par les ministères et les corps paraétatiques, mitiger les risques de fraude et de gaspillages et enquêter sur les cas suspects
- Un système pro-actif de 'whistle blowing' sera mis en place
- Les demandes pour les permis, les réponses aux offres d'emploi et les paiements se feront par Internet afin d'accélérer le processus vers l'E-Government dans le cadre d'un 'Government Transformation Programme'
- Un nouveau département de planification économique et de développement sera créé pour améliorer la planification et faire le suivi de la vision économique du gouvernement et de ses projets
- Des objectifs et des échéances seront définis à l'intention de hauts fonctionnaires et des responsables des institutions paraétatiques
- Les ministères seront relocalisés dans différentes régions de l'île, notamment dans les régions d'Ebène et de Highlands
- Une institution d'État sera créée pour assurer la formation continue des fonctionnaires. Le coût de la formation sera déductible de la taxe

Nous négligerons en aucun cas Rodrigues, Agaléga et Saint Brandon qui font partie intégrante de la République de Maurice. Nous assurerons un développement accéléré à tous les niveaux. Nos propositions sont les suivantes :

- Accroître les liaisons maritimes et aériennes entre Maurice et Rodrigues pour faciliter les échanges commerciaux et optimiser les opportunités touristiques. A cet effet, le développement du port et de l'aéroport sera favorisé
- Création d'une Maison de Rodrigues à Maurice pour accueillir, encadrer et former les Rodriguais qui viennent travailler et vivre à Maurice
- Intégrer Rodrigues dans le packaging touristique des différentes destinations de la région
- Assurer une fourniture régulière d'eau potable avec la construction de nouveaux réservoirs et l'exploitation planifiée des ressources disponibles
- Les mesures concernant Maurice dans les secteurs de l'éducation, le logement et la santé seront étendues à Rodrigues, de même que le plan d'action pour combattre la pauvreté
- Un nouvel essor sera donné au secteur de la pêche à Rodrigues qui intégrera le vaste projet national visant à optimiser l'exploitation de nos ressources marines
- L'agriculture sera relancée avec l'objectif de faire de Rodrigues un centre de production bio
- Des efforts seront consacrés à relancer l'élevage, l'apiculture et l'artisanat
- Des initiatives seront prises en faveur de la protection de l'écosystème dans les trois îles
- Agaléga sera dotée d'une médecine clinique
- La communication interne et externe sera améliorée avec l'entrée en service de la téléphonie cellulaire
- Des facilités portuaires et aéroportuaires seront développées à Agaléga
- Les jeunes agaléens auront l'opportunité de venir se former et travailler à Maurice
- Un plan de logement social sera élaboré en faveur des familles agaléennes
- Un terrain sera alloué à Roche Bois pour la construction d'un centre devant abriter l'Association des Amis d'Agaléga
- Saint Brandon sera développé comme un centre météorologique et sismologique de la région



**CE DOCUMENT REPRÉSENTE NOTRE
CONTRAT AVEC LE PEUPLE POUR UN
MANDAT DE 5 ANS**



WWW.MSMPARTY.COM
WWW.LEPMSD.MU